

CAHIER des CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Maître d'ouvrage
Mairie de Plouneour Menez
7, rue de la Libération
29410 PLOUNEOUR MENEZ

Construction d'un Club House
Stade de Foot
29410 PLOUNEOUR MENEZ

Signature de
l'architecte

Numéro de dossier

EB 16-010

Signature du maître
d'ouvrage

Date

20 Mars
2017

EP	AVP	PRO	ACT	DET	AOR
----	-----	-----	-----	-----	-----

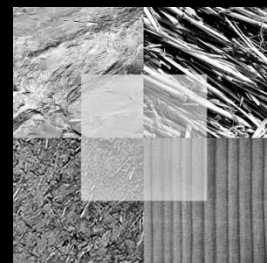
HENRY Leïla architecte DPLG

Lestremelar - 29450 SIZUN

Tél : 02 98 68 84 19 - Fax : 02 98 68 84 59

leilahenry@orange.fr

www.leila.henry.architecte.fr



PRESCRIPTIONS COMMUNES A L'ENSEMBLE DES CORPS D'ETAT

00 SOMMAIRE

1 - <u>LISTE DES LOTS</u>	page 3
2 - <u>LISTE DES PLANS</u>	page 3
3 - <u>PRESENTATION DU PROJET</u>	page 3
3.1 Objet du projet	page 3
3.2 Durabilité	page 4
3.3 Exigences d'entretien	page 4
4- <u>CONDITIONS GENERALES DE LA CONSULTATION</u>	page 4
4.1 Présentation de l'offre	page 4
4.2 Caractère forfaitaire de l'offre	page 4
4.3 Connaissance des lieux	page 4
4.4 Caractéristiques imposées par le maître d'ouvrage	page 4
4.5 Découvertes archéologiques	page 4
5- <u>CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION</u>	page 5
5.1 Marché des travaux	page 5
5.2 Objet du C.C.T.P.	page 5
5.3 Examen et Etude des Documents	page 5
5.4 Dossier de chantier	page 5
5.5 D.O.E. (Dossier des Ouvrages Exécutés)	page 5
5.6 Qualité des Ouvrages	page 5
5.7 Prescriptions Générales	page 6
5.8 Réservations et Incorporations	page 6
5.9 Fixations	page 7
5.10 Spécifications Techniques, Matériels et Appareillages	page 7
5.11 Tenue du Compte-prorata	page 8
5.12 Panneau de Chantier	page 8
5.13 Branchement Provisoire d'Electricité	page 8
5.14 Branchement Provisoire d'Eau	page 8
5.15 Branchement Provisoire E.P./E.U./E.V.	page 8
5.16 Clôture de Chantier	page 8
5.17 Installations communes d'hygiène	page 9
5.18 Nettoyage de chantier	page 9
5.19 Evacuation des gravats	page 9
5.20 Préchauffage des locaux	page 9
5.21 Révision avant réception préliminaire	page 9
5.22 Implantation	page 9
5.23 Etat des lieux	page 9
5.24 Mise à niveau des ouvrages	page 10
5.25 Rendez-vous de Chantier	page 10
5.26 Respect des délais	page 10
5.27 Nuisances	page 10
5.28 Connaissance des lieux	page 10
5.29 Responsabilité vis à vis des Tiers et des Services Publics	page 10
5.30 Décharge	page 11
5.31 Rapport avec les Administrations et Services	page 11
5.32 Hypothèses climatiques	page 11
5.33 Surcharges	page 11
5.34 Démarrage des travaux	page 11
5.35 Pénalité de retard	page 11
6- <u>T.V.A.</u>	page 11

1 LISTE DES LOTS ET ANNEXES

01 - GROS OEUVRE	page 13
02 - CHARPENTE MENUISERIE	page 25
03 - COUVERTURE	page 35
04 - ELECTRICITE - PLOMBERIE	page 41

ANNEXES : détails 1, 2 et 3

2 LISTE DES PLANS

- plan de situation, de cadastre	Ech: 1/25 000 - Ech:1/2 500
- plan masse	Ech: 1/200
- plans RDC	Ech: 1/50
- plan de coupe A-A et B-B	Ech: 1/50
- Plan des façades	Ech: 1/100
- Détails 4 et 5 : façades sud et nord	Ech : 1/25
- perspectives	

3 PRESENTATION DU PROJET

3-1 - Objet du projet

Les travaux décrits dans le présent CCTP concernent les travaux de construction d'un club house au stade de foot sur la commune de PLOUNEOUR MENEZ (29410), pour le compte de la mairie, MAITRE D'OUVRAGE de l'opération.

Le projet comprend les travaux dans le but d'obtenir le PROGRAMME suivant : un local rassemblant une buvette et une salle d'accueil.

3-2 - Durabilité

Dans des conditions normales d'entretien et d'usage le bâtiment devra être réalisé de telle sorte que les réfections importantes ne se révèlent nécessaires avant la 30^{ème} année.

Cette exigence ne s'applique pas aux éléments tels que les revêtements intérieurs, et à certains équipements qui peuvent avoir une durabilité moindre à condition toutefois d'avoir été mis en œuvre pour permettre un remplacement facile.

L'utilisation des matériaux ou de procédés de construction innovants devra faire l'objet de justifications techniques précises, de la présentation des références nécessaires ou d'un avis technique favorable.

3-3 - Exigences d'entretien

L'entretien courant du bâtiment ne devra imposer aux occupants qu'un minimum de fatigue et de suggestions.

Toutes les parties du bâtiment devront pouvoir être maintenues sans difficulté dans un état de propreté et d'entretien satisfaisants, et permettre en outre une désinfection éventuelle des surfaces intérieures.

Les éléments de la construction d'accès difficile ne devront nécessiter aucun entretien.

La notice d'entretien à fournir à l'issue du chantier devra donner toutes indications utiles pour le maintien en état des ouvrages.

4 CONDITIONS GENERALES DE LA CONSULTATION

4-1- Présentation de l'offre

Le projet, tel que défini par le présent descriptif et les plans qui lui sont joints, devra être chiffré obligatoirement par l'Entrepreneur sous forme de Décompte du Prix Global Forfaitaire.

4-2- Caractère forfaitaire de l'offre

Les prestations dues par les entreprises de chacun des corps d'état devront parfaitement se compléter.

Il est de ce fait, formellement entendu que les entreprises ayant pris connaissance des plans, coupes, élévations, cahier des clauses techniques particulières, etc..., relatifs au projet, devront exécuter, sans aucun supplément tous les travaux, intégralement décrits ou non, nécessaires au parfait achèvement de tous les ouvrages et détails relevant de leur profession, sans restriction ni réserve.

4-3- Connaissance des lieux

L'entrepreneur devra préalablement à l'établissement de son devis, prendre connaissance :

- de l'état des lieux,
- des conditions d'accès au chantier,
- des possibilités de stockage des matériaux,
- des conditions d'installation de matériel de chantier,
- d'alimentation en eau et électricité,
- d'évacuation des déchets ou gravois,
- et d'une manière générale, de toutes les conditions d'exécution des travaux qui lui sont demandés.

L'entrepreneur devra recueillir auprès du Maître d'Œuvre, tout renseignement complémentaire jugé utile, et également prendre tout renseignement utile auprès des services publics ou services à caractère public (Services Techniques Municipaux, E.D.F., Direction Départementale de l'Équipement, etc....).

Le fait de remettre une proposition supposera que l'entrepreneur aura satisfait à cette prescription et qu'il aura établi ses prix en conséquence.

Pour établir le devis descriptif des travaux, les entreprises devront se rendre sur place, pour prendre connaissance des lieux, des accessibilités, des installations existantes, des réseaux et clôtures, etc...

L'accès au chantier et le stockage se feront sur l'aire bitumée existante dont l'emprise et les limites seront définies avant ouverture du chantier avec, le maître d'ouvrage, les entreprises et le maître d'œuvre. Les entreprises veilleront à prendre toutes leurs dispositions pour ne pas dégrader cet espace.

4-4- Caractéristiques imposées par le maître d'ouvrage

Les entreprises devront avoir en permanence le souci de la haute et parfaite qualité désirée et requise par le Maître d'Ouvrage pour cette réalisation. Elles apporteront à l'exécution toute leur conscience professionnelle et veilleront à la stricte observance des règles de l'art, et à l'emploi de matériaux de premier choix.

En cas de malfaçon, le maître d'œuvre pourra de plein droit faire démolir ou rectifier les parties qu'il jugera utile ou qui n'assureraient pas le niveau de performance demandé, sans tenir compte du degré d'avancement des travaux.

4-5- Découvertes archéologiques

En cas de découverte de trésor, objets d'art et antiquités, dans les fouilles ou les démolitions, l'entrepreneur est tenu d'en informer le Maître de l'Ouvrage, à charge par celui-ci d'aviser les autorités compétentes. Le Maître d'Ouvrage reste propriétaire des richesses, objets et autres de son sous-sol dans les limites définies par le Code Civil.

5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION**5.1 Marché des travaux**

L'entreprise doit apporter dans la réalisation des travaux, la plus grande diligence, suivre leur échelonnement et leur exécution dans le délai prescrit par le calendrier contractuel d'exécution des travaux.

Elle est tenue d'une part, de maintenir en tout temps, un nombre suffisant d'ouvriers et d'agents de maîtrise sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant, d'autre part, d'avoir toujours tout matériel, approvisionnement, outillage, engin et moyen de toute sorte, de manière à assurer la marche régulière des travaux et leur achèvement dans le délai prescrit.

Au cas où un retard est constaté dans la cadence d'exécution des travaux, le Maître d'Ouvrage peut sur proposition du Maître d'œuvre mettre en demeure l'entrepreneur : d'augmenter le nombre d'ouvriers employés par lui sur le chantier, d'augmenter le nombre ou la puissance des matériels employés.

5.2 Objet du C.C.T.P.

Le présent C.C.T.P. a pour objet la définition des travaux de chaque lot nécessaire à la réalisation des ouvrages tels qu'ils sont prévus aux plans.

Il forme un tout ayant pour but de faire connaître l'importance des ouvrages et fournitures, les conditions de mise en œuvre et le mode de bâtir compte-tenu des plans généraux et de détails fournis par l'Architecte.

En raison du caractère forfaitaire du marché, il est précisé que les propositions souscrites pour chaque lot tiendront compte de tous les travaux nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels qu'ils sont prévus aux plans et aux diverses pièces du dossier, étant entendu que l'entrepreneur devra prendre connaissance de l'ensemble de ces pièces, ainsi que des plans et descriptifs des corps d'état autres que le sien et assurer le complet achèvement des ouvrages, conformément aux règles de l'art et de la bonne construction.

En conséquence, en aucun cas, les entrepreneurs ne pourront arguer que des erreurs ou omissions aux plans, C.C.T.P., les dispensent d'exécuter tous les ouvrages nécessaires à l'achèvement complet des travaux et installations.

5.3 Examen et Etude des Documents

Le présent C.C.T.P. définit aussi exactement que possible, la nature et la position des ouvrages à réaliser. Le C.C.T.P. et les plans forment un tout, se complètent et ne peuvent être considérés indépendamment les uns des autres. Les entrepreneurs devront examiner et vérifier avec soin tous les documents écrits et dessinés constituant le dossier. Ils signaleront en temps utile au Maître d'œuvre les erreurs ou omissions qui auraient pu se produire ainsi que les changements qu'ils verraient utile d'apporter. Ils provoqueront tous les renseignements complémentaires pour tout ce qui leur semblerait douteux, non conforme aux règles de l'art et aux prescriptions légales. Faute de se conformer à ces prescriptions, ils deviendront responsables de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution ainsi que des conséquences qui en résulteraient. Aussi, aucun travail supplémentaire, ni aucun travail refait provenant des erreurs ou omissions ne fera l'objet d'un supplément de prix. En cas de contradiction entre deux ou plusieurs documents, ce sont les indications ou stipulations de la pièce demandant les prestations les plus élevées qui prévaudront.

5.4 Dossier de chantier

L'entrepreneur tiendra sur le chantier, à la disposition du Maître d'Œuvre, tous les documents graphiques et dactylographiques basés sur ces travaux, à la date de leur dernière mise à jour. Les exemplaires périmés des documents de chantier, seront supprimés et évacués du chantier.

Plan d'exécution des ouvrages : Il appartiendra aux entrepreneurs d'établir tous plans d'exécution, plans de détails, plan de réservations, notes de calculs, ou tous autres documents demandés par le Maître d'œuvre et le Maître de l'Ouvrage, ou nécessaires à la bonne exécution des ouvrages.

Les plans d'exécution et notes de calculs, nécessaires à la bonne exécution des ouvrages, seront réalisés par les Bureaux d'Etudes Techniques, agréé par le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage.

Ces plans et études resteront à la charge du corps d'état intéressé.

Ils devront être remis en temps utile au Maître d'œuvre et approuvés par lui, avant toute exécution.

5.5 D.O.E. (Dossier des Ouvrages Exécutés)

Lors de la réception des travaux les entrepreneurs remettront au Maître d'œuvre chargé de les collecter, vérifier et certifier, leurs dossiers d'ouvrages exécutés en 3 exemplaires, comportant outre les schémas et plans cotés, les documents et fiches techniques des matériaux et matériels réellement installés. Les lots techniques comportant des ouvrages enterrés, cachés ou inaccessibles seront sujets à vérification en cours de pose et ne seront recouverts ou escamotés qu'après certification du relevé de l'entrepreneur par le Maître d'œuvre.

5.6 Qualité des Ouvrages

Les ouvrages seront exécutés en conformité avec les règles de l'art, tant au point de vue technique, qu'au point de vue esthétique.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit de faire recommencer les ouvrages défectueux aux frais de l'entrepreneur.

Toute plus value d'exécution de travaux, consécutive d'une malfaçon d'un corps d'état restera à la charge de ce dernier.

Tous les ouvrages et installations réalisés ou en cours de réalisation seront protégés efficacement contre toute détérioration pendant l'exécution des travaux, et ce jusqu'à la réception des travaux. Dans tous les cas, les entrepreneurs en feront leur affaire personnelle entre eux.

5.7 Prescriptions Générales

Réglementation

Les matériaux employés et l'exécution des ouvrages devront satisfaire aux conditions techniques minimales des documents suivants :

- Les Normes Françaises (A.F.N.O.R.) ;
- Les Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) et leur mémento, ou le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) ;
- Les règlements B.A.E.L. 91 et additif, et NV 65, 67 et annexes ;
- L'ouvrage livré devra répondre aux prescriptions imposées par l'Electricité de France (E.D.F.), le Service des Eaux de la Ville, les prescriptions en vigueur à la date des documents de consultation des entreprises (D.C.E.) ;
- Les règlements de sécurité en vigueur à la date du D.C.E. ;
- Les dispositions techniques applicables pour l'accueil des personnes à mobilité réduite, NF.P.91.201 ; Circulaire interministérielle du 29.01.79.
- Les lois, décrets, arrêtés, règlements et circulaires en vigueur à la date du D.C.E.
- Réglementation thermique 2012

Rappel :

Tous les ouvrages sauront selon les règles de l'art répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels parus à la date de la signature du présent marché, et notamment :

Documents techniques : Documents du REEF, et du Centre Scientifique et Technique du bâtiment, et plus particulièrement, sauf indications contraires dans la suite du CCTP, les travaux seront exécutés conformément aux :

- les règles de calcul et cahier des charges du DTU ainsi qu'aux mémentos édités par le C.S.T.B. en vigueur le 1er jour d'établissement des prix précisés dans le marché ou par défaut, le mois du calendrier ou par défaut le mois qui précède celui de la signature de l'acte d'engagement dans le marché par l'entrepreneur.
- recommandations professionnelles existantes
- avis techniques pour la mise en œuvre des matériaux et techniques non traditionnelles : ces avis techniques devront avoir été acceptés par la commission technique d'assurance, en ce qui concerne leur durabilité dans le cadre de la police individuelle de base de l'entreprise.
- les cahiers des charges des fabricants établis après enquêtes spécialisées d'un bureau de contrôle et pris en compte par la commission technique des assurances comme il est dit ci-dessus pour les avis techniques.
- les cahiers des charges pour l'exécution des ouvrages traditionnels.
- les règles et normes homologués AFNOR, USE, etc...
- le règlement sanitaires départemental et protection des bâtiments contre incendie.

D'une façon générale, les règles et recommandations professionnelles relatives aux ouvrages ou parties d'ouvrages, qui ne font pas l'objet de prescriptions au titre de l'ensemble des documents déjà cités.

NOTA : l'énumération des DTU et normes au titre de la description des différents corps d'état, n'exclut pas ces derniers du champ d'application de l'ensemble des documents mentionnés ci-dessus.

Les Cahiers des charges D.T.U. applicables sont, les D.T.U. en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix de la soumission.

Echafaudages - Manutention des matériaux

L'entrepreneur doit tous les échafaudages, bâches et protections, nécessaires à l'exécution des travaux de son propre corps d'état pour leur location, pose, dépose et double transport, et ce en conformité avec les normes en vigueur. L'entrepreneur fera son affaire personnelle de toutes les manutentions de ses fournitures et matériaux. Les entreprises devront informer le lot N° 01 GROS ŒUVRE de toute utilisation de matériel nécessitant l'utilisation d'un branchement en triphasé (voir article 5.13)

L'Architecte ne sera pas responsable des erreurs dues à une intervention du maître d'ouvrage sur le chantier. Tous les travaux effectués à son compte par lui-même seraient de sa seule responsabilité.

5.8 Réservations et Incorporations

Les entrepreneurs devront en temps utile, prendre toutes dispositions pour faire réserver dans les ouvrages des autres corps d'état, tous passages, trous, saignées, etc..., et pour incorporer tous fourreaux, taquets, boulons, etc..., nécessaires à la bonne exécution de leur ouvrage.

Les entrepreneurs concernés seront tenus d'effectuer toutes ces réservations dans la mesure où elles auront été demandées en temps utile.

Les entrepreneurs qui n'auraient pas satisfait à ces prescriptions auraient à leur charge tous les percements, scellements, etc.... qui s'avèreraient nécessaires par la suite.

De même les percements, scellements, etc..., nécessaires dans les ouvrages existants restent à la charge de l'entrepreneur qui les réclame.

Dans tous les cas, les percements et rebouchages en plancher et ouvrages en B.A. seront exécutés par l'Entrepreneur de Gros œuvre, et en murs, cloisons, etc..., exécutés par les corps d'état secondaires pour qui les réservations sont nécessaires.

Scellements et Calfeutremements

Les entreprises devront immédiatement après exécution de leurs ouvrages, les rebouchages et scellements demandés dans le même matériau que l'ouvrage de support, et avant que le parement définitif soit exécuté (enduit, peinture, etc...). Le trait de niveau, à 1,00 ml au-dessus du niveau des sols finis, sera tracé par l'entrepreneur du LOT N° 01, **GROS ŒUVRE**, sur tous les murs, poteaux, cloisons ou autres. Ce trait de niveau servira de repère pour les entrepreneurs des autres corps d'état pour le positionnement en altitude de leur ouvrage.

Réservations

Les entreprises des corps d'état de second œuvre devront remettre en temps utile à l'entreprise de GROS-ŒUVRE leurs plans de réservation dans les planchers et les éléments béton armé. Au cas où certains percements seraient incompatibles avec le système porteur, ou avec l'exécution des travaux des autres corps d'état, les entreprises feront leur affaire, chacune en ce qui la concerne, des modifications de tracés, passages, pièces diverses après accord du maître d'œuvre. C'est l'entreprise de GROS ŒUVRE qui devra les réservations dans ses éléments de plancher ou béton armé, ainsi que les renforcements éventuellement nécessaires au droit des trémies. Dans le cas où une réservation non prévue sur les plans fournis par les entreprises de second œuvre, s'avérerait nécessaire, le travail de percement après coup sera effectué par le GROS ŒUVRE à la charge de l'entreprise responsable de l'omission, par décompte inter entreprises sans intervention du Maître d'œuvre et sans incidence financière pour le Maître d'ouvrage. Il en sera de même dans le cas où les plans de réservations ne seraient pas remis en temps utile.

Percements ou trous pour scellements

Dans les maçonneries autres que les dalles planchers et le béton armé, ces ouvrages seront à la charge des entreprises intéressées et effectués par elles-mêmes.

En cas de dégradations provoquées à l'occasion d'un percement ou d'un trou pour scellement, la réparation sera obligatoirement effectuée par l'entreprise du lot GROS ŒUVRE à la charge de l'entreprise responsable, par décompte inter entreprises comme ci-dessus.

Traversée d'autres éléments que la maçonnerie tels que : menuiseries, revêtements de sols scellés

Le passage des éléments tels que tuyauteries, pattes à scellement, etc..., sera effectué avant la mise en œuvre des menuiseries ou revêtements scellés. Le carreleur ou le menuisier devront tous les dispositifs appropriés tel que coupes, tablettes, percements au droit des pénétrations.

5.9 Fixations

L'attention de toutes les entreprises est attirée sur le fait que :

Toutes les fixations dans les poutres, poteaux et maçonnerie ne peuvent être effectuées qu'à l'aide de chevilles (le spitage est interdit) ;

Les fixations des matériels lourds sur la maçonnerie et les charpentes, doivent recevoir, avant toute exécution, l'accord du **GROS ŒUVRE** et du **CHARPENTIER**.

Les ouvrages de **scellements d'éléments dans le béton armé ou la maçonnerie** seront exécutés par les entreprises chargées de la mise en œuvre de l'élément traversant le gros œuvre, et les éléments de maçonnerie de toutes natures, ou scellés dans ceux-ci. Le scellement sera effectué en retrait de la paroi finie de manière à permettre l'exécution d'un raccord parfait qui sera à la charge de l'entreprise effectuant la finition de la paroi, avant peinture ou revêtement.

5.10 Spécifications Techniques, Matériels et Appareillages

Les entrepreneurs devront se conformer aux prescriptions demandées dans les devis descriptifs, sauf dans le cas d'impossibilité technique ou de non garantie des ouvrages tels qu'ils sont demandés.

Les entrepreneurs devront obligatoirement connaître les descriptifs de tous les corps d'état.

En conséquence, les entrepreneurs devront, de par leur expérience professionnelle parfaire s'il y a lieu à la description des ouvrages et, avant la remise de leur proposition, signaler à l'architecte les imprécisions ou les omissions qu'ils auraient pu constater, afin qu'ils puissent y remédier si elles sont justifiées, faute de quoi, ils seraient tenus responsables des erreurs qui pourraient se produire et des conséquences de toutes natures qu'elles entraîneraient.

Il est expressément spécifié qu'il ne sera alloué aucun supplément en cas d'omission ou de toute autre cause.

Il est précisé que la nomenclature des travaux décrite au présent avis n'est pas limitative. L'entrepreneur doit donc prévoir dans son étude, tous travaux nécessaires intéressant son corps d'état en vue d'une exécution complète de l'ouvrage selon les règles de l'art.

Dans les cas, en dehors des indications particulières, l'attribution devra donc toujours se conformer aux prescriptions techniques du REFF, aussi bien en ce qui concerne la qualité que pour leur mise en œuvre.

Les marques ou type de matériel ou d'appareillage, cités dans le présent C.C.T.P. seront fournis afin d'assurer une référence et une base de qualité. Des matériels et appareillages de qualité équivalente ou supérieure, peuvent être présentés pour accord au Maître d'œuvre, ou au Maître de l'Ouvrage. Un accord écrit de ces derniers devra être requis avant passation de toute commande, pour prévenir tout litige.

Provenance des Matériaux

L'entrepreneur devra justifier de l'origine des matériaux par la production de photocopies des documents d'accompagnement de ces matériaux ou de documents comptables.

Les entreprises devront effectuer les vérifications techniques auxquelles elles sont tenues conformément à l'article 1792.1 du code civil.

- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et spécifications complémentaires du marché.

- Au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ces fournitures qui seront sensibles aux agressions des agents atmosphériques et aux déformations mécaniques, soient convenablement protégées.

- Au niveau de l'interférence en corps d'état, l'entrepreneur vérifiera, tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à exécuter par d'autres corps d'état, permettent une bonne réalisation de ses propres prestations.

- Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable de contrôle interne de l'entreprise, vérifiera que la réalisation est faite conformément aux DTU et règles de l'art.

- Au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications et essais imposés par les DTU et les règles professionnelles, ainsi que les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites.

De plus les entreprises concernées devront effectuer à leur charge préalablement à la réception, les essais et vérifications de fonctionnement des équipements et installations techniques, chacune en ce qui la concerne.

La liste de ces essais et vérifications, ainsi que leurs descriptions a été publiée dans le Moniteur du 28.05.1979, supplément spécial N° 79.22 bis (document COPREC N° 1).

Il sera établi pour chacun de ces essais et par soin des entreprises concernées, un procès verbal qui devra être rédigé sous la forme définie par le document COPREC N° 2, publié dans le Moniteur BTP du 23.07.1979, supplément spécial N° 79.30 bis.

Les entreprises concernées devront faire parvenir ces procès verbaux au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

L'entrepreneur devra s'assurer de la possibilité d'avoir en temps utile tous les matériaux et fournitures nécessaires à la marche régulière du chantier. Aucune carence de livraison des fournisseurs ne pourra être invoquée pour excuser les retards sur les dates prescrites.

5.11 Tenue du Compte-prorata

La tenue du Compte-prorata sera régie suivant la norme NF.P.03.001 de Septembre 1991 et ses annexes A, B et C.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit d'effectuer une retenue sur situation de travaux au cas où le gérant du compte-prorata n'obtiendrait pas les provisions nécessaires au règlement des frais communs.

L'entrepreneur titulaire du lot N° 01, **GROS OEUVRE** a la charge de gérer le compte-prorata.

5.12 Panneau de Chantier

Le panneau de chantier sera fourni et mis en place par le lot Gros-Œuvre, sur les informations données par l'architecte-maître d'œuvre (rappel :

Droits de recours : le délai de recours contentieux est de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain du présent panneau (art. R. 600-2 du code de l'urbanisme).

5.13 Branchement Provisoire d'Electricité

Non demandé pour ce chantier : *branchement provisoire d'électricité et de pose de compteur de chantier, auprès d'E.D.F., et frais de branchement, à la charge du LOT N° 01, GROS ŒUVRE.*

L'entreprise se rapprochera des services d'E.D.F., pour connaître l'emplacement exact du raccordement provisoire du chantier.

L'entreprise devra prendre en compte, le raccordement entre le point de livraison d'E.D.F. (compteur de chantier) et l'emplacement où le tableau de chantier sera installé par l'entreprise titulaire du LOT N° 04, ELECTRICITE - COURANT FAIBLE.

L'entreprise titulaire du LOT N° 04, ELECTRICITE - COURANT FAIBLE, mettra en place un tableau de chantier réglementaire, raccordé par l'entreprise titulaire du Lot N° 01, à partir du branchement provisoire de chantier mis en place par E.D.F..

L'entreprise du LOT N° 04, ELECTRICITE - COURANT FAIBLE, prévoira l'installation d'un réseau de distributions électriques intérieures et un réseau destiné aux entreprises intervenant sur le chantier.

Le tableau devra être conforme à la réglementation en vigueur et ne devra pas être accessible aux personnes étrangères au chantier.

Les frais d'installation et d'entretien, du réseau de distribution électrique intérieure, d'éclairage et du tableau électrique provisoire de chantier seront à la charge de l'entreprise titulaire du LOT N° 04, ELECTRICITE - COURANT FAIBLE. Les frais d'abonnement et de consommation ELECTRIQUE, seront à la charge du Compte-prorata. Au cas où ces installations ne seraient pas réalisées, les différentes entreprises intervenant sur le chantier ne pourront se prévaloir du fait, pour ne pas respecter les délais d'exécution de leurs travaux, les dates d'intervention et le planning du chantier.

5.14 Branchement Provisoire d'Eau

Non demandé pour ce chantier : *Demande de branchement provisoire d'eau et de pose de compteur de chantier, auprès du Service des Eaux de la Commune, et frais de branchement, à la charge du LOT N° 01, GROS ŒUVRE. L'entreprise titulaire du LOT N° 01, GROS ŒUVRE, procédera à l'installation du réseau provisoire de distribution d'eau, destiné aux entreprises intervenant sur le chantier, à partir du compteur provisoire de chantier.*

Les frais d'installation et d'entretien de ce réseau de distribution d'eau, seront à la charge de l'entreprise titulaire du LOT N° 01, GROS ŒUVRE.

Les frais d'abonnement et de consommation d'EAU, seront à la charge du Compte-prorata. Au cas où ces installations ne seraient pas réalisées, les différentes entreprises intervenant sur le chantier ne pourront se prévaloir du fait, pour ne pas respecter les délais d'exécution de leurs travaux, les dates d'intervention et le planning du chantier.

5.15 Branchement Provisoire E.P./E.U./E.V.

Non demandé pour ce chantier : *Le raccordement provisoire du chantier sur les réseaux d'évacuation des Eaux Pluviales, Eaux Vannes et Eaux Usées seront à la charge de l'entreprise titulaire du LOT N° 01, GROS ŒUVRE.*

L'Evacuation provisoire des Eaux Pluviales reçues par les bâtiments, jusqu'au réseau d'évacuation mis en place par l'entreprise titulaire du LOT N° 01, GROS ŒUVRE, seront à la charge de l'entreprise titulaire du LOT N° 03, COUVERTURE.

Au cas où ces installations ne seraient pas réalisées, les différentes entreprises intervenant sur le chantier ne pourront se prévaloir du fait, pour ne pas respecter les délais d'exécution de leurs travaux, les dates d'intervention et le planning du chantier.

5.16 Clôture de Chantier

L'accès au chantier se fera par l'entrée existante. Au démarrage du chantier l'entreprise titulaire du **LOT N° 01, GROS ŒUVRE**, mettra en place une clôture de chantier conforme à la réglementation en vigueur qui permettra de clôturer la zone concernée par le chantier en accord avec les utilisateurs des locaux de manière d'interférer le moins possible avec l'activité des locaux existants.

L'entreprise prévoira, pour la zone de chantier une clôture constituée d'un matériau solide de manière à isoler le chantier du domaine public et à en interdire l'accès à toutes personnes étrangères au chantier. Cette clôture aura une ouverture facile pour l'accès au chantier.

Durant les travaux, chaque entreprise sera tenue de baliser ses zones d'intervention et d'en interdire l'accès aux personnes étrangères au chantier.

5.17 Installations communes d'hygiène

Il sera dû au minimum les installations d'hygiène (W.C., Lavabos, Vestiaires,) conformes à réglementation en vigueur (sur les chantiers, des cabinets d'aisance conformes aux dispositions des articles R. 4228-11 à R. 4228-15 sont mis à la disposition des travailleurs). Pour ce chantier un accord pourra être étudié avec les utilisateurs des locaux existants pour une utilisation de l'équipement existant, dans le respect du code du travail.

5.18 Nettoyage de chantier

Chaque entreprise sera responsable de la propreté du chantier durant la durée de son intervention.

A tout moment le Maître d'Œuvre s'il le juge nécessaire pourra demander à une entreprise de procéder au nettoyage de tout ou partie du chantier (s'il y avait carence des autres entreprises, et si les prescriptions de l'Article 5-19 ci-après n'étaient pas respectées).

Cette intervention serait à facturer par l'entreprise ayant effectué le nettoyage à (ou aux) l'entreprise(s) responsable(s), ou au compte-prorata s'il n'est pas possible de déterminer l'entreprise responsable de l'intervention.

Chaque entrepreneur, après chaque intervention en un lieu donné, doit laisser l'emplacement propre et libre de tous déchets.

L'entrepreneur qui lui succède est en droit d'exiger cet état de propreté avant d'entreprendre ses travaux.

5.19 Evacuation des gravats

Chacune des entreprises est tenue de nettoyer le chantier après chacune de ses interventions journalières, et d'enlever ses propres gravois ou matériaux divers inutilisés tous les jours. Il est rappelé aux entreprises qu'il est formellement interdit de faire du feu sur le chantier. En conséquence aucun gravois ne sera brûlé sur le chantier. Les dispositions de la loi N° 92-646 du 13 juillet 1992, relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement sont obligatoires. Un tri sur le chantier devra permettre le classement des déchets (déchets inertes, emballages, déchets industriels banals, déchets industriels spéciaux) ; Les déchets devront suivre un traitement adapté (recyclage, incinération, inertage...) ou être orientés vers une installation de stockage de classe I, II ou III

Chaque entreprise devra fournir avec sa proposition les documents suivants :

- bordereau quantitatif/estimatif de leur déchets ;
- mode d'élimination (filiales, éventuellement logistique associée ...) ;
- le coût correspondant qui devra apparaître dans le D.P.G.F. de l'entreprise.
- Durant l'exécution du chantier, un suivi de l'élimination des déchets produit par le chantier sera mis en place.

Chaque entreprise établira et fournira à destination du Maître d'Ouvrage et du Maître d'œuvre, les Bordereaux de Suivi d'Elimination des Déchets.

Chaque entreprise sera responsable de l'élimination de ses propres déchets et en supportera la dépenses en rapport.

5.20 Préchauffage des locaux

Si pour les besoins de certains travaux, en particulier Peinture et Revêtement Muraux, sans limitation à ces seuls travaux, le préchauffage des locaux s'avérerait nécessaire, les entreprises titulaires de ces travaux en feraient leur affaire en chauffant les locaux par leurs propres moyens.

Quel que soit le mode de chauffage retenu, la totalité des frais engagés sera due par les entreprises dont la nature des travaux aura nécessité ces dépenses.

5.21 Révision avant réception préliminaire

En fin de chantier, les entrepreneurs de chacun des corps d'état devront la vérification, le contrôle et la révision complète de tous les ouvrages de leur spécialité. Au cas où des dégâts auraient été commis, la remise en ordre sera faite :

- aux frais de l'entreprise auteur des dégâts si elle peut être identifiée ;
- portée au débit du compte-prorata si les auteurs des dégâts sont inconnus.

Nettoyage avant Réception : SO

5.22 Implantation

Cette prestation sera à la charge de chaque intervenant pour les piquetages de tous les points nécessaires à la réalisation de ses propres ouvrages.

5.23 Etat des lieux

Chaque entreprise intervenant sur le chantier reconnaît prendre possession de celui-ci dans l'état qui lui permette d'accomplir intégralement sa tâche suivant les règles de l'Art, et dans les conditions de son marché.

A sa demande, effectuée par écrit au Maître d'œuvre, il pourra être procédé à un état des lieux avant réalisation ou après exécution de son chantier, cet état des lieux fera l'objet d'un rapport approuvé par les différentes parties exécutantes.

Cet état des lieux ne remplacera nullement la réception des travaux considérés.

5.24 Mise à niveau des ouvrages

Les prix des différents ouvrages tiennent compte implicitement de leur mise à niveau.

Chaque entreprise réalisant des travaux de réseaux mettra ses ouvrages au niveau des voiries définitives ou aménagements paysagés.

5.25 Rendez-vous de Chantier

Pendant la période d'intervention sur le chantier, l'entreprise titulaire de chaque lot devra être représentée par une personne ayant compétence à prendre toutes décisions nécessaires à la bonne marche des travaux.

5.26 Respect des délais

L'entrepreneur devra s'assurer, avant la signature du marché, de la possibilité et de la certitude d'avoir le temps utile pour respecter le planning, tous les matériaux et fournitures nécessaires à la marche régulière du chantier. Aucune carence de livraison des fournisseurs ne pourra être invoquée pour excuser les retards sur les dates prescrites. En cas d'aléas imprévus, il devra proposer toutes les mesures nécessaires pour atténuer ou supprimer le retard dans ses travaux.

5.27 Nuisances

Les moteurs d'engin seront équipés conformément aux arrêtés interministériels sur la limitation des bruits en milieu urbain.

Le nettoyage permanent des accès du chantier sur les voies publiques ou privées, ainsi que les abords, est à la charge de l'entreprise titulaire du LOT N° 01, GROS ŒUVRE.

Il en sera de même de l'entretien en cours de chantier et de la remise en état éventuelle en fin de chantier des voies d'accès.

5.28 Connaissance des lieux

L'entreprise est censée s'être engagée dans son marché en toute connaissance de cause.

En particulier, lui sont parfaitement connus pour la remise de son devis :

- Analyse et connaissance des bâtiments existant
- le terrain et ses sujétions propres,
- les contraintes relatives aux constructions voisines,
- les réseaux divers existants,
- les modalités d'accès par la voirie, les possibilités et difficultés de circulation et de stationnement,
- les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public.

Elle ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions puissent la dispenser d'exécuter tous les travaux de sa profession ou fassent l'objet d'une demande de supplément sur ses prix.

L'entreprise assure l'entière responsabilité des travaux qu'elle exécute.

En outre, et ce dès la remise des offres, l'entreprise fera toutes les remarques nécessaires concernant les exigences des prestations imposées par les réglementations, normes, règles de l'art, services concessionnaires et administrations, et qui ne figureraient pas dans les documents constituant le présent dossier (plans, pièces écrites).

Avant toute étude, les entrepreneurs effectueront une visite sur place afin de prendre à leur compte toutes les suggestions dues à cette construction (terrains, accès, bâtiments, environnement, bâtiments voisins et mitoyens, réseaux, etc...).

Les entrepreneurs sont réputés avoir une connaissance parfaite des lieux et de leurs abords. Ils ont donc pu apprécier les difficultés qui peuvent en résulter et prévoir dans leur offre de prix toutes suggestions dues à la nature et à la situation du terrain. Leur offre de prix devra intégrer tous les éléments complémentaires jugés nécessaires par eux et manquant éventuellement aux plans et au descriptif architecte.

5.29 Responsabilité vis à vis des Tiers et des Services Publics

L'entreprise sera tenue de se renseigner auprès des services techniques sur l'itinéraire à emprunter par ses véhicules.

Elle veillera à entretenir en bon état les chaussées et procédera, chaque fois qu'il sera nécessaire, à leur nettoyage.

L'entreprise demeure responsable des dégradations causées tant sur les bâtiments voisins, propriétés voisines, que sur la voie publique ou les espaces libres intérieurs.

Les remises en état seront effectuées par elle ou à ses frais. Un constat d'Huissier sera réalisé avant et après son intervention.

Elle devra inclure dans son forfait tous les travaux de protection et de signalisation réclamés par les services techniques de la ville, ainsi que toutes les sujétions de coordination avec les services concessionnaires (Eau - E.D.F. - G.D.F. - France TELECOM).

En cas de dommage causé à un réseau ou ouvrage existant, l'entrepreneur doit en informer l'exploitant du réseau et en rendre compte au Maître d'Œuvre. Il aura à ses frais, toutes interventions nécessaires à la remise en état (y compris le remplacement par des produits neufs de même qualité) des ouvrages endommagés ou détruits. Il reste bien entendu que les entreprises adjudicataires seront responsables civilement de tous les accidents matériels ou corporels du fait de leurs travaux.

Les entreprises devront être assurées suivant la législation en vigueur. Elles sont responsables de leurs travaux en cours d'exécution comme après.

L'entreprise du **LOT N° 01, GROS ŒUVRE** devra faire son affaire de la détermination précise des limites de propriété et de l'approbation par les tiers des limites définies. Celles ci avant construction des clôtures, seront matérialisées par des supports fixes entretenus pendant toute la durée du chantier. Toutes autorisations de voirie, accès, circulation sur la voie publique du matériel de chantier, seront également obtenues par le titulaire du **LOT N° 01, GROS ŒUVRE**.

5.30 Décharge

Les matériaux non réutilisés seront transportés en un lieu de recyclage, de décharge ou de stockage, en dehors de l'opération, après tri sélectif sur le chantier, suivant les dispositions de l'article 21 ci-dessus. Toutes les démarches en vue d'obtenir les accords nécessaires et les indemnités de traitement des matériaux non réutilisés seront à la charge de l'entreprise et incluses dans son offre.

5.31 Rapport avec les Administrations et Services

Avant tout commencement d'exécution des travaux, l'entrepreneur devra se mettre en rapport avec les services municipaux, administrations, concessionnaires de réseaux. En outre, pour des travaux à effectuer à proximité de lignes électriques, l'entrepreneur devra effectuer, auprès des services locaux de distribution d'énergie, les déclarations prévues par la réglementation en vigueur.

Aucun raccordement ou travaux ne pourra être exécuté sans l'accord du service responsable.

5.32 Hypothèses climatiques et sismiques

Respect des règles N65 et N84 ;

Altitude inférieure à 200 m ;

Vent : Zone 3, site exposé, bordure de mer ;

Neige : Région A1 (charge normale (P_{n0}) : 35 (daN/m²) et charges extrêmes (P'_{n0}) : 60 (daN/m²); charge de neiges sur le sol (S_0) 0,45 kN/m²

Pluie : Région III., site exposé ;

Les températures de base à prendre en compte sont : extérieur : - 5°C.

Classement sismique de la commune : zone 2

5.33 Surcharges

5.34 Démarrage des travaux

La date de commencement des travaux valable pour chaque corps d'état sera notifiée par Ordre de Service à l'entreprise intéressée.
Le délai d'exécution global prendra effet à la date figurant sur l'Ordre de Service de commencer les travaux du LOT N° 01, GROS ŒUVRE, concrétisés par le PLANNING GENERAL DES TRAVAUX établis durant la période de préparation entre les participants.
Il sera affiché sur le chantier.
A l'appui de son offre chaque entreprise devra fournir, ses observations, remarques ou réserves sur le DELAIS DES TRAVAUX.
L'entreprise fournira aussi l'effectif et le matériel qu'elle compte mettre en place pour la réalisation de ses travaux.

5.35 Pénalité de retard

Une pénalité de 1/500 du montant TTC initial du marché pourra être appliquée pour chaque manquement à cette règle, sans avertissement préalable.

5 T.V.A.

Le taux de T.V.A applicable pour les travaux de ce projet est de 20%.

FIN DES GENERALITES TOUT CORPS D'ETAT